

# Appel mondial aux gouvernements **Protéger les personnes contre le Covid-19 en réalisant leurs droits humains à l'eau potable**

---

**La consigne est claire. Se laver les mains est le principal moyen de prévenir l'infection au Covid-19. Mais pour 2,2 milliards de personnes, ce conseil ne peut être respecté dans la pratique : comment pouvez-vous vous laver les mains si vous n'avez pas d'eau potable ?**

➔ **Cet appel est à signer sur [change.org](https://change.org) et s'inscrit dans le cadre des campagnes de End Water Poverty #ClaimYourWaterRights et #GovernmentPayYourWaterBills.**

Si la pratique d'une bonne hygiène est au cœur des conseils au public, l'approvisionnement en eau potable pour tous doit être au cœur de l'action gouvernementale. En mars, les Nations unies ont averti que des décennies de sous-financement chronique des infrastructures de l'eau exposent le monde à un risque accru de coronavirus. Pour les personnes qui se trouvent dans les centres de santé, ce risque est aigu. Un centre de santé sur quatre dans le monde ne dispose pas de services d'eau de base : par conséquent, les médecins, les infirmières, les nettoyeurs et les agents sanitaires ne peuvent pas se protéger, ni protéger leur famille ou leurs patients contre le virus.

L'approvisionnement en eau est un service public et il est encourageant de voir les États redécouvrir leurs devoirs en tant que fournisseurs de services et régulateurs. Certains pays, dont l'Argentine, le Pérou, l'Espagne et la Zambie ont émis une directive visant à ne pas couper l'approvisionnement en eau des populations pendant la durée de la crise du coronavirus. Pendant ce temps, le Ghana est allé plus loin en absorbant les factures d'eau des consommateurs pendant trois mois. De même, l'Indonésie, le Liberia, le Rwanda et l'Afrique du Sud fournissent de l'eau et des installations pour se laver les mains aux établissements informels et aux lieux publics, tandis que le Botswana et le Zimbabwe ont alloué respectivement 31 et 34 millions de livres sterling à l'amélioration des services d'eau.

Nous nous félicitons de cette action sans précédent de l'État. Cependant, les réponses de certains pays au Covid-19 continuent d'oublier les membres les plus pauvres et les plus marginalisés de la société. La crise de l'eau est une pandémie qui pourrait compromettre considérablement les efforts déployés pour contenir le coronavirus. « End Water Poverty » et ses membres appellent les gouvernements à réaliser d'urgence les droits humains des populations « à une eau sûre, physiquement accessible et abordable » en :

1. Interdisant les coupures d'eau pour défaut de paiement,
2. Rétablissant immédiatement l'eau dans les foyers, les centres de santé et autres espaces publics (tels que les écoles, les rues, les lieux de travail, etc.) qui sont déconnectés,
3. Absorbant les factures d'eau impayées et fournissant de l'eau gratuite à ceux qui n'ont pas les moyens de payer pendant la durée de la crise du coronavirus.
4. Subventionnant les services d'eau pour couvrir le coût de l'approvisionnement d'urgence en eau, notamment en réglant les factures d'eau et d'assainissement impayées,
5. Comme mesure d'urgence, fournir de l'eau, des informations sur l'hygiène et des dispositifs de lavage des mains aux personnes et aux espaces publics qui ne sont pas reliés aux systèmes d'approvisionnement en eau (comme les communautés rurales et les personnes

vivant dans la rue),

6. Comme solution durable, fournir de l'eau potable et des services d'assainissement dans les espaces publics, les centres de santé et les foyers, en donnant la priorité aux personnes vivant dans des habitats informels, aux ménages à faibles revenus, aux zones rurales, aux maisons de soins, aux prisons et aux camps de réfugiés.

Les gouvernements doivent communiquer de manière transparente sur les progrès réalisés dans le cadre de ces engagements afin que les journalistes et la société civile puissent leur demander des comptes de manière constructive, en :

1. Incluant et écoutant la société civile (comme les groupes de défense des droits des femmes, les personnes âgées et les personnes handicapées, entre autres) lors de l'élaboration des réponses aux crises,
2. Soumettant au Parlement des budgets chiffrés pour chaque engagement politique,
3. Fixant un calendrier pour la mise en œuvre des politiques,
4. Fournissant aux communautés des informations et des mises à jour régulières sur l'approvisionnement en eau de leur région en divulguant les données relatives aux achats d'urgence ainsi que les audits y afférents, et en rendant compte de la mise en œuvre des mesures d'intervention.

Les gouvernements ne doivent pas écarter ces mesures une fois que les inquiétudes concernant le Covid-19 seront dissipées. Ils doivent plutôt se préparer aux risques futurs pour la santé publique en inscrivant les droits humains à l'eau potable et à l'assainissement dans les lois ou constitutions nationales afin de protéger de manière proactive leur économie et leur société. Alors que le coronavirus fait la une des journaux du monde entier, des personnes perdent chaque jour des êtres chers à cause de maladies d'origine hydrique telles que le choléra, la typhoïde, la fièvre de Lassa et la diarrhée, qui tuent plus d'enfants de moins de cinq ans que toute autre maladie. Ces décès sont tout à fait évitables.

Nous devons traiter la crise de l'eau comme une urgence sanitaire mondiale. Il ne devrait pas falloir une pandémie pour se rendre compte que le déni des droits humains de certaines personnes nous affecte tous. Des maladies comme le Covid-19 ne respectent pas les frontières nationales. Dans un monde interconnecté, la meilleure façon de minimiser et de ralentir leur propagation est de réaliser l'accès universel à l'eau potable.

**Axolile Notywala, secrétaire général de la Social Justice Coalition (SJC) en Afrique du Sud, a déclaré :**

*« Cette pandémie a révélé les échecs de notre gouvernement dans la réalisation du droit à l'eau tel que prévu dans notre constitution. Dans les quartiers informels surpeuplés où beaucoup ne sont pas en mesure de s'isoler, le lavage des mains devient l'un des moyens essentiels pour les gens de se protéger de Covid-19, tandis que la signification de l'expression « l'eau, c'est la vie » devient encore plus poignante. Sans un accès adéquat à l'eau, les habitants des quartiers informels sont condamnés à mourir ».*

**Alana Potter, directrice de la recherche et du plaidoyer à l'Institut des droits socio-économiques d'Afrique du Sud (SERI), a déclaré :**

*« Les coupures de service ont toujours un impact plus sévère sur les personnes vulnérables. Toute déconnexion, à tout moment, doit inclure des garanties procédurales telles que la possibilité d'entendre la situation de l'utilisateur de l'eau. Le Covid-19 a détruit les moyens de subsistance de millions de personnes, rendant impossible pour beaucoup de gens de payer pour les services. La déconnexion des services d'eau, lesquels sont essentiels pour bloquer la transmission du Covid-19,*

*présente une menace pour la vie des gens, en particulier en cas de confinement ».*

**Monica Lewis-Patrick, présidente et directrice générale de We The People of Detroit, a déclaré :**

*« Les militants des droits de l'eau à Detroit réclament depuis plus de dix ans un moratoire sur les coupures d'eau. Nous avons toujours su que priver les gens d'eau est une pratique inhumaine. L'inversion de la politique de coupure d'eau face à une pandémie met en évidence le risque pour la santé publique que représente le fait de priver les gens de l'accès à un besoin humain fondamental : une eau propre.*

*Les responsables de la santé publique signalent aujourd'hui que le coronavirus touche les communautés marginalisées et manquant de ressources à un rythme alarmant, Detroit étant un point chaud aux États-Unis. Ce n'est pas alarmant pour nous. Depuis 2014, il y a eu environ 141 000 déconnexions à Detroit ; en janvier de cette année, au moins 9 000 ménages n'avaient toujours pas accès à l'eau. Comment ces familles peuvent-elles se laver les mains pour se protéger contre le COVID-19 sans avoir accès à l'eau ? »*

*Les responsables locaux, nationaux et internationaux doivent prévoir de protéger tous les citoyens du monde contre de futures pandémies. Cela n'est possible que si les gouvernements allouent des ressources pour les infrastructures d'eau et pour l'approvisionnement en eau salubre et abordable pour tous ».*

**Mary Grant, directrice de campagne à Food & Water Action, a déclaré :**

*« Couper l'eau des gens est toujours une injustice. La pandémie a mis en lumière les dangers de cette violation des droits humains pour la santé publique. Nos dirigeants doivent enfin rejoindre le mouvement mondial pour réaliser pleinement les droits humains à l'eau et à l'assainissement, mettre fin aux coupures d'eau pour non-paiement et prendre des mesures durables pour mettre fin à la crise de l'eau qui sévit partout ».*

**Jean-Claude Oliva, de la Coordination Eau-Ile-de France, a déclaré :**

*« En France, Coordination Eau Ile-de-France et la Fondation Danielle Mitterrand ont permis depuis plusieurs années de faire appliquer une loi qui rend illégale la coupure d'eau pour factures impayées. Nous appelons tous les gouvernements à faire de même. Nous exigeons que les multinationales françaises, présentes dans le monde entier, respectent le droit à l'eau partout – et pas seulement en France. En outre, il faut s'attaquer aux factures impayées et annuler les factures d'eau des ménages à faibles revenus pour faire face à la crise du Covid-19 ».*

**Al-hassan, coordinateur international de End Water Poverty, a déclaré :**

*« Le Covid-19 expose l'injustice flagrante de la crise mondiale de l'eau. 2,2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable – combien de temps encore devront-elles attendre que le marché libre leur en fournisse ? L'eau est un bien public, pas un privilège privé. 193 pays ont signé les objectifs de développement durable, s'engageant à ne laisser personne de côté pour ce qui est de la réalisation de l'accès universel à l'eau potable d'ici 2030. Les gouvernements doivent agir maintenant pour montrer que ce n'est pas un slogan vide de sens. Le fait que certains gouvernements aient rapidement amélioré les services d'approvisionnement en eau dans une situation d'urgence mondiale montre que la crise de l'eau peut être résolue. Les dirigeants qui reconnaissent le rôle de l'eau dans la prévention de la propagation du Covid-19 sauveront des vies ».*

➡ Cet appel est à signer sur [change.org](https://change.org) et s'inscrit dans le cadre des campagnes de End Water Poverty #ClaimYourWaterRights et #GovernmentPayYourWaterBills.

## **CONTACT**

Sam Taylor, chargé de mission au +44 (0)20 7793 4948 ou par courriel  
[SamTaylor@endwaterpoverty.org](mailto:SamTaylor@endwaterpoverty.org)

## **À PROPOS DE L'INITIATIVE END WATER POVERTY**

End Water Poverty est une coalition mondiale d'organisations qui font campagne pour que les gouvernements respectent, protègent et réalisent les droits humains des populations à l'eau potable et à l'assainissement. #ClaimYourWaterRights est une campagne mondiale de terrain qui s'attaque aux gouvernements et aux entreprises sous contrat qui nient les droits fondamentaux des personnes à l'eau potable et à l'assainissement.